

Politique | Charente-Maritime : le très haut débit et le DOB en tête des débats de la session d'automne



Les élus du département de la Charente-Maritime se réunissent la semaine prochaine pour leur session d'automne. En plus de l'avenir de Saintes qui perd des emplois (cf. le Technicentre), des projets de construction de casernements de pompiers sur Rochefort et Gémozac, les débats principaux vont tourner autour du déploiement de l'internet haut débit et du débat d'orientation budgétaire.

Le très haut débit

Le prochain conseil sera l'occasion d'acter la délégation de service public pour installer le haut débit en Charente-Maritime. Cinq entreprises ont répondu à l'appel d'offre. Parmi les financeurs, l'Europe, la Région, les communautés de communes et le Département, pour un projet estimé au départ à 370 millions, dont 45 millions pour la part du Département. Mais Dominique Bussereau annonce déjà la bonne nouvelle : la concurrence jouant à plein ces derniers temps, le projet coûtera finalement moins cher et le Département ne déboursa que 10 millions. Autre bonnes nouvelles : l'ensemble du territoire sera raccordé au très haut débit à l'horizon 2022 et non 2030 comme estimé il y a trois ans... soit 270 000 prises à raccorder. "Ce qui fera du département un des départements pilotes de France en la matière, si nous avons terminé l'équipement en 2022."

Le budget

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) sera également évoqué. Là aussi, Dominique Bussereau a une bonne nouvelle : « Nous n'augmenterons pas les taxes foncières pour 2018 ». Le budget prévisionnel total (investissement) s'élèverait à 1,76 milliards d'euros, contre 1,35 l'an dernier. Dans la catégorie « investissement », 2 millions sont prévus pour les routes et 1,5 millions pour l'office public de HLM Habitat 17. « Nous allons également maintenir notre volume d'emprunt », annonce le président du Département. La Charente-Maritime s'est désendettée de 10 millions d'euros cette année, « alors que l'Etat nous en a prélevé autant ».

Dominique Bussereau monte au créneau avec l'ADF

Avant cette session d'automne, Dominique Bussereau se rendra au 87^e congrès des départements de France

(ADF), du 18 au 20 octobre. La veille, il rencontrera Emmanuel Macron dans le cadre du "lancement de la concertation sur la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes" à l'Élysée. « On va en profiter pour demander à ce que l'Etat prenne en charge les mineurs étrangers isolés. Nous en avons plus de 260 aujourd'hui en Charente-Maritime, et certains départements en ont jusqu'à 700, ça nous coûtera un milliard cette année et nous avons des structures d'accueil qui commencent à saturer. » Le deuxième sujet, dont s'emparera l'ADF cette fois-ci : les allocations individuelles de solidarités. « L'Etat, sur le RSA, l'APA et l'allocation aux personnes handicapées n'en finance qu'un peu plus de la moitié (57% en 2016) ». L'ADF souhaite engager des négociations avec le premier ministre Edouard Philippe. « J'espère que les réponses seront positives mais je n'en ai aucunement la garantie », prévient Dominique Bussereau. La décentralisation et la loi Notre seront également évoqués... Compte rendu lors de l'ouverture de cette session d'automne, le 23 octobre.

Anne-Lise Durif

Crédit Photo : Anne-Lise Durif
Publié sur aqui.fr le 17/10/2017

[Url de cet article](#)